Notes de l'Ifri

L'armée entre en scène au Zimbabwe
Coup de théâtre ou théâtre sans fin ?

Victor MAGNANI

Avril 2018

ifri
Centre Afrique subsaharienne

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 978-2-36567-865-0

© Tous droits réservés, Ifri, 2018

© Couverture : CECIL BO/Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Victor Magnani, « L'armée entre en scène au Zimbabwe. Coup de théâtre ou théâtre sans fin ? », *Notes de l'Ifri*, Ifri, avril 2018

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : Ifri.org

Auteur

Diplômé de Science Politique avec la spécialité Études Africaines à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, **Victor Magnani** a connu différentes expériences en Afrique du Sud (Consulat de France au Cap, Parlement de la République sud-africaine, Institut français d'Afrique du Sud) avant de rejoindre le programme Afrique subsaharienne de l'Ifri en mai 2015. Il coordonne depuis 2016 l'Observatoire de l'Afrique australe et des Grands Lacs.

Résumé

Au pouvoir depuis 1980, Robert Mugabe a démissionné en novembre 2017 après une opération militaire inédite dans l'histoire du pays. L'armée a ainsi contribué à la prise de pouvoir d'Emmerson Mnangagwa, limogé de son poste de vice-président quelques jours plus tôt. Cette note revient sur cette séquence politique et met en lumière trois facteurs qui ont contribué à l'effondrement de l'autorité de Robert Mugabe : les luttes factionnelles au sein de la ZANU-PF, la suprématie de l'armée dans l'appareil sécuritaire zimbabwéen et l'absence de condamnations internationales. Sitôt arrivé au pouvoir, le nouveau président a fait passer des messages qui semblent trancher avec la rhétorique qui était celle de son prédécesseur. La posture anti-impérialiste voire anti-occidentale a laissé place à un vocabulaire en phase avec la rhétorique de la démocratie de marché. Ces déclarations ont suscité beaucoup d'espoirs parmi la communauté internationale. Toutefois des continuités indéniables semblent se dessiner depuis la chute de Robert Mugabe. Le parcours du nouveau président avant son arrivée au pouvoir, et notamment son implication dans des épisodes de violence politique, n'augure pas une rupture nette avec son prédécesseur. Par ailleurs, l'appareil sécuritaire, l'armée en particulier, semble avoir préservé, voire renforcé son influence et ses intérêts politico-économiques.

Sommaire

INTRODUCTION 5

L'EFFONDREMENT DES PILIERS DE L'AUTORITÉ DE ROBERT MUGABE..... 7

La perte de contrôle des luttes factionnelles au sein de la ZANU-PF ... 7

La suprématie militaire dans l'appareil sécuritaire..... 10

Non-dénonciation du coup d'Etat et absence de soutiens internationaux 12

LE POIDS DE L'ARMÉE DANS LES AFFAIRES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES DU PAYS 17

Une confusion historique du politique et du militaire..... 17

Les intérêts économiques des militaires 19

Une présence militaire renforcée au sein de l'administration 22

CONCLUSION 24

Introduction

Mardi 21 novembre 2017, le président de l'Assemblée nationale zimbabwéenne, Jacob Mudenda, lisait la lettre de démission de Robert Mugabe sous les applaudissements des députés de son parti, la ZANU-PF, et de l'opposition, qui s'apprêtaient à voter conjointement la destitution du chef de l'État. Après 37 années à la tête du Zimbabwe comme Premier ministre puis président, Robert Mugabe se résignait à renoncer au pouvoir et clôturait ainsi une séquence de forte incertitude depuis le déploiement de militaires dans les rues de Harare une semaine auparavant.

Parmi les discours prononcés par les militaires durant cette intervention, on note à quel point le président Mugabe fut ménagé. Sibusiso Moyo, général de l'armée nationale du Zimbabwe, indiquait notamment lors de son allocution télévisée :

> *Nous souhaitons assurer à notre nation que, Son Excellence, le président de la République du Zimbabwe et le Commandant en chef des Forces de défense du Zimbabwe, le camarade R. G. Mugabe et sa famille, sont sains et saufs et que leur sécurité est garantie. Nous ne ciblons que les criminels autour de lui qui commettent des crimes causant des souffrances sociales et économiques dans le pays, afin de les traduire en justice*[1].

Ceci révèle tout à la fois l'importance, le respect et la crainte qu'a représenté Robert Mugabe dans l'imaginaire politique zimbabwéen. Robert Mugabe cumulait et cultivait en effet l'image d'intellectuel, de héros de la lutte pour l'indépendance du pays, d'habile politicien capable de gérer les divisions au sein de son parti, ainsi que de dirigeant n'hésitant pas à faire usage de la violence pour réprimer ses opposants[2]. Toutefois, en évinçant Emmerson Mnangagwa de son poste de vice-président le 6 novembre 2017, ce fin stratège n'a pas mesuré les conséquences d'une décision grandement influencée par son épouse, Grace Mugabe. Cette dernière, qui ne maîtrisait pas les jeux d'alliances qui avaient permis à son époux de se maintenir aussi longtemps au pouvoir, voyait alors ses desseins de succession se

1. Texte original : « We wish to assure our nation, His Excellency, the president of the republic of Zimbabwe and commander in chief of the Zimbabwe Defence Forces, comrade R G Mugabe and his family, are safe and sound and their security is guaranteed. We are only targeting criminals around him who are committing crimes that are causing social and economic suffering in the country in order to bring them to justice. »

2. Pour un portrait riche et nuancé du parcours de Robert Mugabe, voir S. Chan, *Robert Mugabe: A Life of Power and Violence*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2003.

concrétiser. Elle et sa faction G40 avaient remporté une victoire politique mais, comme nous le développerons dans une première partie, elles avaient grandement sous-estimé les réactions d'une « vieille garde » coalisée autour de militaires et d'Emmerson Mnangagwa, ainsi que la suprématie de l'armée sur la police. Nous verrons également que si l'intervention du militaire dans l'espace politique zimbabwéen n'est pas totalement inédite tant les collusions entre le parti, le pouvoir et les forces armées sont importantes depuis l'indépendance, jamais les militaires ne s'étaient impliqués aussi directement dans le cadre de tensions politiques internes. Renforcée par son intervention réussie et par des nominations importantes dans le nouveau gouvernement, l'influence militaire est susceptible d'augmenter dans l'ère post-Mugabe. Ceci pose indéniablement la question du rôle que joue désormais l'armée dans le cadre constitutionnel et décisionnel du pays.

L’effondrement des piliers de l’autorité de Robert Mugabe

La longévité du pouvoir de Robert Mugabe a reposé sur différents facteurs. Au-delà de sa légitimité historique incontestable, Robert Mugabe a su gérer les tensions et les factions au sein de son parti tout en s’appuyant sur un appareil sécuritaire répressif pour juguler les contestations. La ZANU-PF et l’appareil sécuritaire ont donc constitué deux éléments fondamentaux de son régime. Enfin, il a bénéficié d’une forme de bienveillance de certains dirigeants internationaux. Il était très respecté par ses pairs africains pour sa stature historique et ses postures anticoloniales et anti-impérialistes. La Chine a quant à elle profité de la marginalisation du Zimbabwe sur la scène internationale pour y investir massivement, notamment dans le secteur minier. Ces différents piliers de la légitimité de Robert Mugabe se sont successivement et rapidement effondrés, ce qui a précipité sa chute.

La perte de contrôle des luttes factionnelles au sein de la ZANU-PF

La ZANU, devenue ZANU-PF[3] en 1987, est le parti au pouvoir depuis l’indépendance du Zimbabwe et Robert Mugabe en a été le leader durant toutes ses années à la tête du pays. Le parti a été l’instance au sein de laquelle pouvaient s’exprimer des contestations et des ambitions pour la succession d’un président vieillissant. Mais Robert Mugabe maîtrisait les jeux de pouvoir et savait instrumentaliser les divisions pour maintenir sa position malgré son grand âge. En 2004, il avait su juguler les tensions alors que deux factions se faisaient face et entendaient se positionner pour la succession du président : l’une portée par Joice Mujuru et l’autre par

3. L’Union nationale africaine du Zimbabwe, la ZANU, est un parti dissident, né en août 1963 d’une scission de l’Union du peuple africain du Zimbabwe (ZAPU). En 1976, le ZANU et le ZAPU s’allièrent dans un front patriotique (PF) pour lutter contre le pouvoir colonial blanc. Leur objectif commun fut atteint en 1979 avec les accords de Lancaster qui consacraient l’indépendance du Zimbabwe. La ZANU et la ZAPU se sont présentées indépendamment aux premières élections libres de 1980, remportées par la ZANU. En décembre 1987, après cinq années de conflit entre les deux entités, qui conduiront notamment au massacre de milliers de civils proches de la ZAPU, un accord d’unité fut signé et aboutit à la création de la ZANU-PF censée raviver le front patriotique pré-indépendance. Pour une étude historique de la ZAPU, voir E. Sibanda, *The Zimbabwe African People’s Union 1961–87: A Political History of Insurgency in Southern Rhodesia*, Trenton, Africa World Press, 2005.

Emmerson Mnangagwa. En tant que vétéran de la guerre pour l'indépendance et femme de Solomon Mujuru, un héros de la lutte pour l'indépendance, Joice Mujuru jouissait d'une crédibilité certaine. Emmerson Mnangagwa était de son côté soutenu par une « vieille garde » de cadres du parti, notamment issue de l'appareil sécuritaire. Mais ce dernier avait été accusé de complot pour obtenir le poste de vice-président[4] et c'est sa rivale de l'époque qui avait finalement obtenu le poste.

Une décennie plus tard, en 2014, Joice Mujuru, alors vice-présidente du pays, était considérée comme le successeur probable du président. Elle préconisait une approche plus modérée à l'égard des opposants politiques et promouvait l'ouverture, notamment économique, pour rassurer la communauté internationale. Face à elle, Emmerson Mnangagwa toujours, incarnait la continuité du régime[5]. Cette fois, c'est Joice Mujuru qui fut accusée de comploter et de préparer l'assassinat de Robert Mugabe. Grace Mugabe avait alors été à la tête d'une campagne de dénigrement envers Joice Mujuru, relayée par les médias étatiques. Cela mena à l'exclusion de Joice Mujuru[6] de la ZANU-PF en 2015. Emmerson Mnangagwa héritait quant à lui du poste de vice-président tant convoité qui lui permettait de se positionner comme successeur légitime du président au regard du cadre institutionnel.

À partir de 2015, une nouvelle confrontation factionnelle va peu à peu se cristalliser entre Emmerson Mnangagwa (la « team Lacoste ») et Grace Mugabe (G40[7]). Grace Mugabe n'était jusqu'alors pas considérée comme une personnalité politique majeure bien qu'elle ait su jouer de son influence auprès de son mari pour cultiver un réseau de soutiens, notamment au sein des mouvements de jeunesse et des femmes du parti. Cette lutte factionnelle était celle des « anciens » contre les « modernes » et Grace Mugabe était le porte-drapeau d'un renouvellement générationnel des cadres dirigeants du parti[8]. Ses soutiens se composaient essentiellement de civils, sans lien direct avec la lutte pour l'indépendance du pays. Personnage important de cette faction, Jonathan Moyo, ministre et universitaire, était également le porte-voix des membres de la ZANU-PF urbains et éduqués.

4. Il avait notamment été soupçonné d'avoir manigancé l'assassinat de Solomon Mujuru dans un incendie, voir A. Meldrum, « Zimbabwe: Who Killed Gen Solomon Mujuru? », *PRI*, 24 août 2011, disponible sur : www.pri.org.

5. S. Tinhu, « Mujuru vs. Mnangagwa: The Battle to Succeed Mugabe Steps up in Zimbabwe », *Think Africa Press*, 10 janvier 2014.

6. Joice Mujuru a depuis formé un parti politique d'opposition, le Zimbabwe People First Party (ZimPF) devenu le National People's Party (NPP).

7. V. Moretti, « Robert Mugabe in Zimbabwe: the Endgame? », *Notes de l'Ifri*, Ifri, janvier 2017, disponible sur : www.ifri.org.

8. Emmerson Mnangagwa est officiellement né en 1942 alors que Grace Mugabe est née en 1965.

L'opposition entre les deux factions allait prendre une tournure ouvertement conflictuelle en 2017 tant au niveau national qu'au sein des branches locales du parti[9]. Emmerson Mnangagwa révéla qu'il avait été victime d'une tentative d'empoisonnement au cours du mois d'août[10]. Il ne nomma pas explicitement Grace Mugabe mais celle-ci dut rapidement démentir toute responsabilité[11]. Le 4 novembre 2017, lors d'un rassemblement politique organisé à Bulawayo, Grace Mugabe fut huée par une grande partie de la foule, supposément proche d'Emmerson Mnangagwa. Ceci provoqua sa colère ainsi que celle de son mari[12] et précipita le limogeage d'Emmerson Mnangagwa de son poste de vice-président le 6 novembre 2017. Cette décision fut grandement influencée par Grace Mugabe et s'est fondée sur des émotions, ce qui tranche avec la pratique du pouvoir placide de Robert Mugabe au cours des dernières années qui lui avait permis de maîtriser les luttes intestines. On peut noter une forme de manipulation dont a été victime le président Mugabe, probablement liée à sa santé déclinante, alors qu'une telle influence n'était pas observable trois ou quatre ans auparavant.

Après l'intervention militaire visant à neutraliser Robert Mugabe et la faction G40, la ZANU-PF fut mobilisée pour contraindre le président en exercice à démissionner. Ainsi, le 19 novembre 2017, le comité central de la ZANU-PF se réunissait de manière exceptionnelle pour démettre Robert Mugabe de son poste de leader du parti afin de le remplacer par Emmerson Mnangagwa. Grace Mugabe et des cadres du parti affiliés à la faction G40 en furent exclus, alors que ceux de la faction Lacoste qui avaient subi des purges au cours des dernières années étaient réintégrés. On ne peut qu'être frappé de constater la rapidité avec laquelle les structures et les cadres du parti se sont alignés sur un nouveau récit faisant d'Emmerson Mnangagwa et des militaires, les garants des valeurs fondatrices de la ZANU-PF. Robert Mugabe devenait ainsi illégitime au sein d'un parti qu'il avait façonné et qui avait été à sa main pendant plusieurs décennies.

Le 21 novembre 2017, une procédure de destitution devait être discutée au Parlement zimbabwéen avec le soutien de la ZANU-PF et du principal parti d'opposition, le Movement for Democratic Change (MDC) de Morgan Tsvangirai. Robert Mugabe s'épargna cette ultime humiliation

9. J. Muvundusi et T. Kamhungira, « Mugabe's Zanu PF Brawls: Wheels Come off », *Daily News Live*, 23 mai 2017, disponible sur : www.dailynews.co.zw.
10. M. Dzirutwe, « Zimbabwe Vice President Mnangagwa Says he Was Poisoned in August », *Reuters*, 6 octobre 2017, disponible sur : www.reuters.com.
11. J. Burke, « Grace Mugabe Denies Plotting to Poison Rival for Zimbabwe Presidency », *The Guardian*, 6 octobre 2017, disponible sur : www.theguardian.com.
12. « Mugabe Threatens to Fire Mnangagwa as Grace Is Heckled at Rally », *Bulawayo24*, 6 novembre 2017, disponible sur : bulawayo24.com.

en annonçant sa démission avant l'ouverture des discussions. La reconfiguration au sein de la ZANU-PF se confirma en décembre 2017 lors la conférence nationale du parti qui entérina l'hégémonie d'Emmerson Mnangagwa et de ses soutiens ainsi que l'exclusion des affiliés à la faction G40.

La suprématie militaire dans l'appareil sécuritaire

Lors de son arrivée au pouvoir en 1980, Robert Mugabe et l'appareil militaire ont élaboré un compromis pour s'assurer un soutien mutuel. Celui-ci était basé sur des considérations à la fois idéologiques et financières[13]. La lutte factionnelle pour s'assurer la succession de Robert Mugabe perturba cet équilibre. Si Emmerson Mnangagwa avait en effet conservé des liens et des relais au sein de l'armée, Grace Mugabe et les représentants de la faction G40 bénéficiaient quant à eux d'importants soutiens parmi les services de renseignements et de police[14]. Le limogeage d'Emmerson Mnangagwa de son poste de vice-président le 6 novembre 2017, fut le déclencheur d'une irrémédiable confrontation entre ces composantes de l'appareil sécuritaire du pays.

En effet, au-delà des purges au sein du parti, Emmerson Mnangagwa était remercié et même contraint de quitter le pays de crainte d'être physiquement menacé[15]. Constantino Chiwenga, commandant des Forces de Défense du Zimbabwe, se trouvait à Pékin quelques jours plus tard pour y rencontrer le ministre de la Défense chinois[16]. Plusieurs sources indiquent qu'il était lui-même menacé d'arrestation dès son retour à Harare le 12 novembre[17]. Les forces armées lui auraient alors permis de déjouer l'opération policière prévue. C'est dans ce contexte que le lundi 13 novembre au soir, Constantino Chiwenga convoqua une conférence de presse et se montra ouvertement menaçant vis-à-vis du pouvoir en

13. Nous verrons dans une seconde partie que l'armée zimbabwéenne est très liée d'un point de vue idéologique et économique à la ZANU-PF. Cela est dû à la composition sociologique de l'armée zimbabwéenne qui a reflété dès le début des années 1980 la suprématie de la ZANU sur la ZAPU et sur les membres de l'ex-armée rhodésienne ainsi qu'à l'implication de militaires de haut rang dans le système de patronage mis en place par la ZANU-PF. P. Martin, « Why Zimbabwe's Military Abandoned Mugabe », *Foreign Affairs*, 17 novembre 2017 ; J. Alexander et J. McGregor, « Politics, Patronage and Violence in Zimbabwe », *Journal of Southern African Studies*, vol. 39, n° 4, 2013.

14. Entretiens réalisés à Harare en décembre 2017.

15. S. Nyakanyanga, « Zimbabwe: Mnangagwa Refuses to Meet Mugabe until his Security Is Guaranteed », *Daily Maverick*, 21 novembre 2017, disponible sur : www.dailymaverick.co.za.

16. L. Jiayao, « Chinese Defense Minister Meets Zimbabwe Defense Forces Commander », *China Military Online*, 13 novembre 2017, disponible sur : chinamil.com.cn.

17. M. Dzirutwe, J. Brock et E. Cropley, « Special Report: "Treacherous Shenanigans" - The Inside Story of Mugabe's Downfall », *Reuters*, 26 novembre 2017, disponible sur : www.reuters.com.

réclamant la cessation des purges, sans quoi l'armée n'hésiterait pas à intervenir[18]. Dès le lendemain, des véhicules blindés se déployaient à Harare afin de neutraliser les principaux centres stratégiques du pays, notamment les locaux de la télévision publique nationale et l'armurerie de la *support unit*, une unité de police qui avait été militarisée afin, justement, de contrebalancer la force coercitive de l'armée[19]. Le chef de la police (*Police Commissionner*), Augustine Chihuri, fut également arrêté, la police se trouva donc incapable de contester l'intervention militaire en cours. Parallèlement, Robert Mugabe fut placé en résidence surveillée tandis que des fidèles du régime tels que Kudzanayi Chipanga, le leader du mouvement de jeunesse de la Zanu-PF, et Ignatius Chombo, alors ministre des Finances, furent arrêtés.

La résilience de la faction d'Emmerson Mnangagwa fut grandement mésestimée par les membres de la faction G40 qui avaient pourtant réussi à s'assurer le contrôle de ressources économiques stratégiques et de centres importants de pouvoir. Ils pensaient que ce pouvoir politique et économique allait leur permettre de coopter certaines personnes qu'ils nommeraient aux principales positions, notamment dans la hiérarchie militaire[20]. Ce fut une erreur de calcul car aux yeux des membres de la faction Lacoste, Grace Mugabe et ses proches, n'ayant pas eu d'expérience directe de la guerre de libération, étaient illégitimes et n'avaient que pour seul but de dénigrer le rôle des forces armées dans l'histoire mais aussi dans le futur du Zimbabwe. La faction G40 pensait qu'il s'agissait uniquement d'une lutte politique. Or la faction Lacoste représentait des intérêts à la fois politiques et militaires. C'est ainsi que l'universitaire zimbabwéen Eldred Masunungure définit cette faction de « complexe politico-militaire[21] ». Les militaires sont hautement concernés par les affaires politiques du pays et notamment par celles concernant la ZANU-PF qu'ils considèrent comme leur parti. Le licenciement d'Emmerson Mnangagwa fut vécu par Constantino Chiwenga et d'autres militaires de haut rang comme le signe ultime de la prise de contrôle de la faction G40 sur le parti, ce qu'ils ne pouvaient pas tolérer.

L'intervention armée témoigne des lignes de fractures nettes dans l'appareil sécuritaire zimbabwéen, notamment entre l'armée et la police. Au contraire, une unité claire se dégage de l'institution militaire car en son sein, personne n'a remis en cause la décision contraire à l'ordre constitutionnel de Constantino Chiwenga. La loyauté envers Robert

18. J.-P. Rémy, « Le geste du général Chiwenga, un défi inédit depuis l'indépendance du Zimbabwe », *Le Monde*, 14 novembre 2017, disponible sur : lemonde.fr.
19. Entretiens réalisés à Harare en décembre 2017.
20. Entretien réalisé avec un analyste zimbabwéen à Harare en décembre 2017.
21. Entretien réalisé à Harare en décembre 2017.

Mugabe s'est dissipée de manière rapide et irréversible et aucune tension n'a émaillé le déploiement militaire et la passation de pouvoir au profit d'Emmerson Mnangagwa.

Au cours des dernières années, l'image de la police était très négative auprès de la population, en raison principalement du racket qu'elle pratiquait quotidiennement sur tout le territoire du pays lors de multiples contrôles routiers. Après la démission de Robert Mugabe, les policiers ont été suspendus de leurs charges pendant trois semaines, puis ont été secondés par des éléments militaires pendant deux semaines supplémentaires. L'armée a su capitaliser sur cette image négative de la police en mettant un terme aux pratiques de corruption de ce corps[22]. Lors de la cérémonie d'investiture d'Emmerson Mnangagwa, les forces militaires ont été chaleureusement félicitées alors que les forces de police étaient marginalisées. Augustine Chihuri a même été huée pendant son discours d'allégeance au nouveau président. Au cours de cette période de transition militairement assistée[23], l'armée a vu sa position et son image renforcée car son objectif a été atteint : la mise à l'écart de la faction G40 du parti et des institutions étatiques combinée au retour en grâce d'Emmerson Mnangagwa sans la moindre victime à déplorer. Par ailleurs la manifestation de grande ampleur qui s'est déroulée le 18 novembre à Harare – à l'initiative des militaires – et les scènes de liesse observées au moment de l'annonce de la démission de Robert Mugabe ont également contribué à l'image positive des militaires auprès de la population zimbabwéenne.

Non-dénonciation du coup d'État et absence de soutiens internationaux

De nombreux débats ont eu lieu afin de savoir s'il fallait qualifier cette intervention militaire de coup d'État[24]. Les militaires avaient en effet pris toutes les précautions de langage pour indiquer qu'il ne s'agissait pas d'un *putsch* mais qu'au contraire, leur intervention visait à rétablir l'ordre

22. La grande majorité des Zimbabwéens interrogés lors d'une mission de terrain à Harare en décembre 2017 indiquait ainsi que le principal changement observable depuis la chute de Robert Mugabe était la fin des pratiques de corruption des policiers lors des contrôles routiers.
23. International Crisis Group, « Zimbabwe's "Military-Assisted Transition" and Prospects for Recovery », Briefing 134/Africa, 20 décembre 2017.
24. Voir notamment A. Taylor, « Zimbabwe: When a Coup Is not a Coup », *The Washington Post*, 15 novembre 2017, disponible sur : www.washingtonpost.com ; « Zimbabwe: A Coup, or not a Coup? », *France 24*, 15 novembre 2017, www.france24.com ; E. Mackintosh, « Zimbabwe's Military Takeover Was the World's Strangest Coup », *CNN*, 21 novembre 2017, disponible sur : cnn.com.

constitutionnel. Lors d'une allocution diffusée à la télévision le 15 novembre, le général Sibusiso Moyo indiquait ainsi :

> *Pour notre peuple et ceux au-delà de nos frontières, nous souhaitons que cela soit extrêmement clair : il ne s'agit pas d'une prise de pouvoir militaire*[25].

Cette posture est assez classique lorsque des éléments issus de l'armée prennent le pouvoir par la force car elle doit permettre d'éviter les condamnations de la communauté internationale. Il s'agissait pour le cas zimbabwéen de s'assurer que l'Union africaine (UA) et l'organisation régionale en Afrique australe, la Southern African Development Community (SADC), ne délégitiment cette intervention. Cela aurait eu pour conséquence des sanctions, une mise au ban de la communauté internationale et donc le tarissement d'aides et d'investissements étrangers. Au-delà de cette impérieuse nécessité légale et financière, cette posture révèle également une mise en conformité, au moins en apparence, avec des normes démocratiques et donc une forme de diffusion croissante de ces dernières. Dans la mesure où la notion de coup d'État n'a pas de définition faisant autorité[26], il s'agit donc avant tout d'interprétations pour l'entité chargée de définir l'événement politique. Pour le cas zimbabwéen, on pourrait concéder aux militaires le fait qu'ils n'ont pas suspendu la Constitution pour établir une loi martiale et que le président n'a pas été déposé ou contraint à l'exil. Toutefois, la Constitution du pays dispose que :

> *« Ni les services de sécurité ni aucun de leurs membres ne peuvent, dans l'exercice de leurs fonctions : agir de manière partisane ; promouvoir les intérêts de tout parti politique ou de toute cause politique » (section 208) « Selon la présente Constitution, seul le Président, en tant que Commandant en chef des Forces de défense, a le pouvoir : d'autoriser le déploiement des Forces de Défense ; ou a le pouvoir de déterminer l'utilisation opérationnelle des Forces de défense » (section 213)*[27].

25. Texte original : « To both our people and the world beyond our borders, we wish to make this abundantly clear this is not a military takeover of government. » « Full Statement by Zim Army on State Broadcaster », *Enca*, 15 novembre 2017, disponible sur : www.enca.com

26. Madeleine Grawitz considère le coup d'État comme « un terme ambigu utilisé pour qualifier une tentative de prise de pouvoir par une minorité en dehors des règles constitutionnelles et sans participation massive de la population », M. Grawitz, *Lexique des sciences sociales*, Paris, Dalloz, 2004.

27. Texte original : « Neither the security services nor any of their members may, in the exercise of their functions: act in a partisan manner; further the interests of any political party or cause » (section 208) ; « Subject to this Constitution, only the President, as Commander-in-Chief of the Defence Forces, has power: to authorise the deployment of the Defence Forces; or has power to determine the operational use of the Defence Forces » (section 213). Voir la Constitution du Zimbabwe, 2013, disponible sur : www.constituteproject.org.

Le déploiement de forces militaires dans l'espace public, pour neutraliser des lieux stratégiques et arrêter des responsables politiques en exercice sans l'autorisation du président, apparaît en contradiction directe avec la légalité constitutionnelle. S'il s'agit de l'argument retenu pour définir l'opération militaire qui a conduit à la démission de Robert Mugabe, alors il s'agit bien d'un coup d'État et les pays étrangers comme les organisations internationales auraient pu condamner l'intervention militaire.

Or, hormis une déclaration d'Alpha Condé, président en exercice de l'Union africaine (UA), le 16 novembre[28] qui n'a d'ailleurs été suivie d'aucune mesure concrète ni même de déclarations similaires venant de l'organisation panafricaine, aucun dirigeant ne s'est prononcé pour soutenir Robert Mugabe ou dénoncer le processus en cours. Ceci témoigne du malaise rencontré par bon nombre de diplomaties, notamment celles attachées à l'ordre constitutionnel, qui se réjouissaient du départ de Robert Mugabe, perçu parfois de manière caricaturale comme un despote sanguinaire, mais qui étaient pourtant mal à l'aise à l'idée d'applaudir une intervention militaire. L'intervention militaire zimbabwéenne et son acceptation par la communauté internationale peuvent en effet se lire comme une entorse grave aux normes démocratiques et pourraient créer un précédent qui inspirerait des actes similaires dans d'autres contextes politiques[29].

Parmi les puissances occidentales, le Royaume-Uni avait entamé des discussions depuis plusieurs mois avec les autorités zimbabwéennes pour limiter l'isolement du pays et entretenait de bonnes relations avec Emmerson Mnangagwa sur qui la diplomatie britannique avait habilement misé comme successeur de Robert Mugabe[30]. Ceci, combiné aux relations difficiles entre les autorités britanniques et Robert Mugabe[31], explique le peu d'empressement de Londres à condamner l'intervention militaire. Rory Stewart, ministre d'État britannique au Développement international, était

28. « Alpha Condé : "nous n'accepterons jamais le coup d'État militaire" au Zimbabwe », *VOA Afrique*, 16 novembre 2017, disponible sur : www.voaafrique.com.
29. N. Cheeseman, « A Year of Illusions: Five Things We Learnt about Democracy in Africa in 2017 », *The Conversation*, 11 décembre 2017.
30. Entretien avec un diplomate en poste à Harare, décembre 2017.
31. Dans une posture anti-impérialiste très affirmée, Robert Mugabe fustigeait régulièrement l'ancienne puissance coloniale britannique lors de ses discours. Voir notamment M. Warren, « Mugabe Attacks British "Colonial Oppressors" in UN Speech », *The Telegraph*, 13 septembre 2002, disponible sur : www.telegraph.co.uk ; « Robert Mugabe Celebrates 90th Birthday with Defiant Rhetoric », *The Guardian*, 23 février 2014, disponible sur : www.theguardian.com.

d'ailleurs à Harare pour témoigner du soutien à Emmerson Mnangagwa avant même son investiture[32].

Si l'on peut aisément comprendre la position de la diplomatie britannique vis-à-vis de Robert Mugabe, celle de ses pairs africains a en revanche été plus surprenante car, en tant que figure de l'indépendance de son pays et adepte d'une rhétorique anti-impérialiste, il était respecté aussi bien à l'UA[33] qu'à la SADC[34]. Après la déclaration d'Alpha Condé évoquée ci-dessus, l'UA a indiqué s'en remettre aux efforts de médiation de la SADC[35]. En tant que président en exercice de la SADC, le président Jacob Zuma était notamment au cœur des discussions et s'est entretenu avec le président Mugabe par téléphone ainsi qu'avec les représentants des forces armées zimbabwéennes (ZDF[36]). Il aurait pu à ce moment dénoncer l'intervention militaire et entraîner probablement dans son sillage d'autres condamnations internationales, notamment africaines. Or Jacob Zuma a joué un rôle mineur dans l'issue de cette crise si ce n'est qu'en se contentant d'appeler les différentes parties « au calme et à la retenue », et en demandant « aux forces armées de s'assurer que la paix et la stabilité ne soient pas ébranlées au Zimbabwe[37] », il cautionnait implicitement l'opération en cours. Ceci témoigne à la fois de la perte d'influence de la diplomatie sud-africaine dans la région et d'une rupture avec la bienveillance autrefois accordée à Robert Mugabe[38]. L'ancien président sud-africain Thabo Mbeki s'était en effet montré bien plus conciliant vis-à-vis de son homologue zimbabwéen, notamment aux lendemains des élections de 2002 et 2008[39]. Cette posture diplomatique sud-africaine pourrait s'expliquer par le relatif désintérêt du président Jacob Zuma pour les questions internationales dans un contexte où la lutte pour sa

32. Communiqué de presse du gouvernement britannique, « Minister for Africa Rory Stewart in Zimbabwe », 23 novembre 2017, disponible sur : www.gov.uk.
33. Voir notamment N. Champeaux, « Robert Mugabe : paria en Occident, soutenu en Afrique », *RFI*, 18 février 2016, disponible sur : www.rfi.fr.
34. Voir à ce sujet T. Kurtz, « Efficacité des médiations de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Bilan et leçons (2012-2017) », *Notes de l'Ifri*, Ifri, février 2018, disponible sur : www.ifri.org.
35. Déclaration du président de la Commission de l'Union africaine sur la situation au Zimbabwe, 15 novembre 2017, disponible sur : au.int.
36. Communiqué de presse de la présidence sud-africaine, « Update on the Zimbabwean situation », 15 novembre 2017, disponible sur : www.thepresidency.gov.za.
37. *Ibid*.
38. Le concept de « quiet diplomacy » était souvent utilisé pour définir la position sud-africaine vis-à-vis de son voisin. Voir notamment M. Adelman, « Quiet Diplomacy: The Reasons behind Mbeki's Zimbabwe Policy », *Africa Spectrum*, vol. 39, n° 2, 2004.
39. I. Phimister et B. Raftopoulos, « Mugabe, Mbeki & the Politics of Anti-Imperialism », *Review of African Political Economy*, vol. 31, n° 101, septembre 2004 ; S. Allison, « Analysis: The Khampepe Report, a Crushing Blow to SA's Diplomatic Credibility », *Daily Maverick*, 17 novembre 2014, disponible sur : www.dailymaverick.co.za ; M. Weaver, « Zimbabwe Crisis: Thabo Mbeki's Role », *The Guardian*, 23 juin 2008, disponible sur : www.theguardian.com.

succession se jouait au sein de l'African National Congress (ANC). On pourrait également mentionner des relations personnelles peu chaleureuses entre Robert Mugabe et Jacob Zuma[40], la crainte qu'une nouvelle crise zimbabwéenne cause un afflux de réfugiés en Afrique du Sud[41], et le fait que les représentants des ZDF et de la faction Lacoste ont convaincu les médiateurs sud-africains qu'il s'agissait d'un problème interne à la ZANU-PF[42] dont la résolution entraînerait un retour rapide et sans violence à la stabilité.

Enfin, la Chine, dont les intérêts au Zimbabwe sont importants et connus[43], semble avoir également décidé de « lâcher » Robert Mugabe[44]. Constantino Chiwenga était à Pékin le 10 novembre 2017 où il a rencontré le ministre chinois de la Défense, Chang Wanquan[45]. Il semble évident que les turbulences en cours au Zimbabwe aient été abordées. D'après une enquête de Reuters, des discussions ont effectivement eu lieu et M. Chang aurait assuré que Pékin n'interférerait pas en cas de changement de régime[46], dans la lignée du principe de non-ingérence dans les affaires de pays tiers prôné par la Chine. Toutefois, cette attitude a renforcé et avalisé les velléités militaires à l'encontre de Robert Mugabe. Elle témoigne également de l'influence croissante, à la fois économique, et dans le cas présent politique, de la Chine dans les affaires africaines.

40. D. Smith, « Jacob Zuma Denies Rift with Mugabe: "We Were Freedom Fighters Together" », *The Guardian*, 13 décembre 2012, disponible sur : www.theguardian.com.

41. De nombreux Zimbabwéens (il n'existe pas de chiffre officiel de la population zimbabwéenne en Afrique du Sud, mais les différentes estimations font état de 1 à 3 millions de personnes) ont traversé la frontière sud-africaine au cours des dernières années par crainte du régime de Mugabe ou pour trouver des opportunités économiques. Ceci crée des tensions dans un pays où le taux de chômage officiel avoisine déjà les 30 %. Des violences xénophobes sont ainsi régulièrement observées depuis les années 2000 et visent notamment les populations zimbabwéennes.

42. Cet argument a pu convaincre certains cadres de l'ANC – notamment Jacob Zuma – attachés au règlement des différends organisationnels en interne, une conception héritée des règles de fonctionnement des mouvements de libération en situation de clandestinité.

43. Z. Chun, « China-Zimbabwe Relations: A Model of China–Africa Relations? », SAIIA, Occasional Paper 205, novembre 2014 ; « China Tops Zimbabwe's Investment List », *The Sunday News*, 17 janvier 2016, disponible sur : www.sundaynews.co.zw

44. S. Le Belzic, « La Chine a-t-elle lâché Robert Mugabe ? », *Le Monde*, disponible sur : www.lemonde.fr.

45. Ministère de la Défense nationale (république populaire de Chine), « Chinese Defense Minister Meets Zimbabwe Defense Forces Commander », 13 novembre 2017, disponible sur : http://eng.mod.gov.cn

46. M. Dzirutwe, J. Brock et E. Cropley, « Special Report: "Treacherous Shenanigans" - The Inside Story of Mugabe's Downfall », *op. cit.*

Le poids de l'armée dans les affaires politiques et économiques du pays

Une confusion historique du politique et du militaire

L'indépendance du Zimbabwe, officiellement reconnue en 1980, est l'aboutissement de négociations ayant mis un terme à des années de guerre civile[47]. Robert Mugabe, devenu Premier ministre à la suite des premières élections multiraciales de février 1980[48], adopta une démarche favorable à la réconciliation et à l'unité nationale. Il rassura notamment les populations blanches en indiquant que les salaires et retraites des fonctionnaires seraient payés et que la propriété privée serait préservée. Prouvant sa volonté de dépasser les déclarations d'intention, il autorisa le dernier Premier ministre de la Rhodésie, Ian Smith, à rester dans le pays, confia des postes ministériels à des Blancs et chargea Peter Walls, ancien Commandant des forces armées rhodésiennes, de superviser la fusion de l'ancienne armée rhodésienne avec la guérilla (il s'agit de l'opération Merger).

En effet, la guerre civile avait donné naissance à trois armées ayant chacune son propre équipement, sa chaîne de commandement et ses services de renseignements : l'armée rhodésienne (Rhodesian Security Forces – RSF), la branche armée de la ZAPU (la Zimbabwe People's Revolutionary Army - ZIPRA) et la branche armée de la ZANU (Zimbabwe African National Liberation Army – ZANLA[49]). L'intégration militaire visait à la fois à éviter un nouveau conflit civil et à valider la démarche de réconciliation nationale constitutive de la Nation zimbabwéenne en construction. Toutefois, des tensions sont rapidement apparues entre

47. Lord Soames, « From Rhodesia to Zimbabwe », *International Affairs*, vol. 56, n° 3, 1980.
48. Au cours de ces élections, la ZANU remporta 57 des 100 sièges du Parlement, contre 20 pour la ZAPU de Joshua Nkomo et 3 pour l'UANC de Abel Murozewa. Les 20 sièges restants, réservés au collège électoral blanc, furent attribués au Rhodesian Front (RF).
49. Sur l'histoire des forces armées zimbabwéennes, voir K. Chitiyo et M. Rupiya, « Tracking Zimbabwe's Political History: The Zimbabwe Defence Force from 1980–2005 », in M. Rupiya (dir.), *Evolutions and Revolutions: A Contemporary History of Militaries in Southern Africa*, ISS, 2005.

Robert Mugabe et Peter Walls jusqu'à la révocation de ce dernier, quelques mois seulement après sa prise de fonction. L'intégration militaire fut alors confiée à un proche de Robert Mugabe, Emmerson Mnangagwa, en tant que ministre de la Sécurité nationale.

L'intégration refléta alors de plus en plus les équilibres politiques observés au sein du premier Parlement zimbabwéen élu. Les départs de Peter Walls ainsi que d'autres hauts officiers blancs et la nouvelle donne politique dans le pays contribuèrent à une perte d'influence croissante des anciens militaires de la RSF qui quittèrent peu à peu les rangs de l'armée zimbabwéenne[50]. Au sein de celle-ci, demeuraient alors essentiellement des éléments issus des ZIPRA et des ZANLA. Or les tensions politiques entre la ZANU et la ZAPU n'avaient pas cessé au lendemain de l'indépendance. Au contraire elles furent exacerbées au moment des élections et conduisirent à une répression violente à partir de 1983 avec des massacres de populations ndébélées, réputées proches de la ZAPU. Ces violences ont été perpétrées par la 5e brigade de l'armée zimbabwéenne formée par la Corée du Nord[51]. Dès 1982, la ZAPU fut soupçonnée d'ourdir un coup d'État à la suite de découvertes de caches d'armes et des officiers de l'ancienne ZIPRA furent arrêtés. Les cadres de la ZAPU étaient également traqués, ce qui conduisit leur leader, Joshua Nkomo à prendre le chemin de l'exil[52]. La conséquence fut que seuls les cadres de l'ex-ZANLA restèrent dans l'armée zimbabwéenne. Une base idéologique commune et des intérêts partagés favorisèrent ainsi une collusion entre l'armée et la ZANU.

Un équilibre s'est alors dessiné avec un pouvoir exécutif contrôlé par une branche civile de le ZANU alors que les forces armées garantissaient la suprématie du parti. En contrepartie, les militaires, glorifiés par le « récit national » de l'État zimbabwéen, étaient rétribués par des droits de propriété foncière ou des positions dans les entreprises publiques ou parapubliques[53].

L'opération Gukurahundi fut la première conséquence de cette collusion car une partie de l'armée zimbabwéenne fut employée pour mater les opposants d'un parti concurrent. Les années 2000 démontrèrent

50. *Ibid*.

51. Ces massacres sont connus sour le nom de Gukurahundi, pour plus de détails voir « Breaking the Silence, Building True Peace: A Report on the Disturbances in Matabeleland and the Midlands 1980-1988 », Catholic Commission for Justice and Peace and Legal Resources Foundation, mars 1997 ; R. Norma, *Guerrilla Veterans in Post-War Zimbabwe: Symbolic and Violent Politics, 1980-1987*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.

52. K. Chitiyo et M. Rupiya, « Tracking Zimbabwe's Political History: The Zimbabwe Defence Force from 1980–2005 », *op. cit*.

53. P. Martin, « Why Zimbabwe's Military Abandoned Mugabe », *Foreign Affairs*, 17 novembre 2017, disponible sur : www.foreignaffairs.com.

également l'imbrication du politique et du militaire au moment de l'émergence d'un nouveau parti d'opposition, le Movement for Democratic Change (MDC). Les composantes de l'appareil sécuritaire de l'État furent utilisées pour infiltrer et intimider les partisans de cette nouvelle force politique[54]. Les élections de 2008, dont le premier tour a été remporté par le MDC, furent un point culminant de l'ingérence des forces armées dans les affaires de l'État car cette défaite ne fut pas acceptée. Les militants avérés ou supposés de la MDC furent victimes de violences commises par les vétérans de la guerre civile et des milices soutenus par la police et l'armée[55].

L'intervention militaire de 2017 qui conduisit à la démission de Robert Mugabe constitue cependant une rupture car, d'une part, l'équilibre entre le civil et le militaire a été rompu, et, d'autre part, l'armée n'a pas eu pour « ennemi » un mouvement d'opposition mais une faction interne à la ZANU-PF. Nous observons en effet une opération militaire pilotée par des généraux contre la plus haute autorité de l'État, ce qui est tout à fait inédit dans l'histoire du pays. La norme d'une suprématie, ou du moins d'un contrôle, du politique sur le militaire (*politics controls the gun*), a ainsi volé en éclat alors qu'il s'agissait d'un fondement de l'État Zimbabwéen et de la ZANU durant les années de guérilla. L'intervention, nommée *restore legacy* (que l'on pourrait traduire par « restaurer l'héritage »), visait à écarter une faction de la ZANU-PF qui aurait mis en péril l'équilibre civilo-militaire décrit précédemment et donc l'influence de l'armée dans les instances de l'État.

Après Robert Mugabe, il s'agit à nouveau d'un civil, Emmerson Mnangagwa, qui est à la tête de l'État. L'armée a été remerciée et glorifiée pour son intervention comme ce fut notamment le cas lors du discours d'investiture du nouveau président. Tout semble ainsi indiquer que l'opération militaire, aussi unique et spectaculaire fut-elle dans l'histoire du pays, s'inscrit dans l'adage rendu célèbre par Giuseppe Tomasi di Lampedusa dans son ouvrage *Le Guépard* : « Si nous voulons que tout reste tel que c'est, il faut que tout change. »

Les intérêts économiques des militaires

L'équilibre civilo-militaire est notamment rendu possible en raison d'intérêts économiques qui ont été attribués aux membres de l'institution militaire. Ceci s'est traduit par un accès à des droits de propriété foncière à

54. M. Bratton et E. Masunungure, « Zimbabwe's Long Agony », *Journal of Democracy*, vol. 19, n° 4, octobre 2008.
55. Human Rights Watch, « "Bullets for Each of You". State-Sponsored Violence since Zimbabwe's March 29 Elections », 9 juin 2008, disponible sur : www.hrw.org.

la suite des programmes de redistribution des terres. Une étude très documentée et nuancée de la réforme agraire au Zimbabwe[56] indique que 3,7 % des terres ont été redistribuées à des personnes identifiées comme issues de l'appareil sécuritaire[57]. Par ailleurs, Emmerson Mnangagwa aurait toujours plaidé, notamment en tant que ministre de la Défense de 2009 à 2013, pour l'inclusion des militaires dans l'économie du pays. Des officiers ont ainsi été intégrés à l'encadrement d'entreprises publiques et ont été associés aux revenus issus du secteur minier[58].

Emmerson Mnangagwa et certains officiers de l'armée zimbabwéenne avaient bénéficié d'importants revenus issus du secteur minier congolais lorsqu'ils aidèrent le président Laurent-Désiré Kabila en République démocratique du Congo (RDC)[59]. Emmerson Mnangagwa est ainsi cité dans le rapport des experts des Nations unies pour le Congo, daté du 15 octobre 2002[60], comme l'un des principaux responsables du pillage des ressources naturelles en RDC.

Quelques années plus tard, en 2006, l'un des plus importants champs diamantifères de l'histoire fut découvert à Marange, à l'est du Zimbabwe. Une telle découverte avait suscité beaucoup d'espoirs pour l'économie du pays[61], et le président Mugabe voyait là une nouvelle source de revenus permettant de compenser son isolement international et d'irriguer un système clientéliste[62]. On peut aujourd'hui affirmer que l'économie zimbabwéenne n'a aucunement profité de l'exploitation diamantifère au contraire de compagnies minières étrangères, essentiellement chinoises, et de membres de l'appareil sécuritaire du pays. Le rapport de l'ONG Global Witness[63], spécialisée sur les questions de ressources naturelles, démontre

56. I. Scoones *et al.*, *Zimbabwe's Land Reform: Myths and Realities*, Melton, James Currey, 2010.
57. Beaucoup a été écrit au sujet de la réforme agraire au Zimbabwe, notamment au sujet de la période du Fast-Track Land Reform Program (FTLRP) mis en place au Zimbabwe au début des années 2000. Il s'est agi d'une redistribution « accélérée » des droits de propriété foncière afin de permettre aux populations noires un accès plus large à la propriété. Des cas de violence ont été répertoriés, voir notamment Human Rights Watch, « Fast Track Land Reform In Zimbabwe », 8 mars 2002.
58. Entretien réalisé à Harare en décembre 2017. Voir également « Mnangagwa Admits Army Involvement in Diamond Trade », *The Zimbabwean*, 26 avril 2012, disponible sur : www.thezimbabwean.co.
59. Global Witness Report, « Branching Out – Zimbabwe's Resource Colonialism in Democratic Republic of Congo », février 2002, disponible sur : www.globalwitness.org.
60. Lettre datée du 15 octobre 2002 adressée au président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général disponible sur : undocs.org.
61. C. W. Dugger, « Diamond Find Could Aid Zimbabwe, and Mugabe », *The New York Times*, 21 juin 2010, disponible sur : www.nytimes.com.
62. M.-A. Lagrange et T. Vircoulon, « Zimbabwe : réflexions sur la dictature durable », *Politique étrangère*, vol. 73, n° 3, 2008.
63. Global Witness, « An Inside Job. Zimbabwe: The State, the Security Forces, and a Decade of Disappearing Diamonds », septembre 2017, disponible sur : www.globalwitness.org.

que l'armée zimbabwéenne a pu bénéficier d'importants revenus issus de l'exploitation du diamant, grâce à des participations de la société Zimbabwe Defence Industry (ZDI), une entreprise publique de l'industrie de défense[64], dans deux compagnies minières chinoises, Anjin et Jinan. L'armée a également été mobilisée afin de préserver la sécurité des champs d'exploitation, ce qui a pu donner lieu à de multiples détournements de fonds et de pierres précieuses. Les intérêts militaires dans le secteur minier avaient notamment été décrits comme étant à l'origine de la sanglante opération « Hakudzokwi », qui avait causé la mort de mineurs artisanaux illégaux à Mutare et Chiadzwa entre novembre 2008 et janvier 2009[65].

En décembre 2016, le gouvernement zimbabwéen a ordonné aux compagnies minières de cesser leurs activités en raison du détournement de fonds issus de l'exploitation diamantifère. Robert Mugabe déclarait ainsi :

> *Nous n'avons pas reçu beaucoup de l'industrie du diamant. Pas beaucoup en termes de gains. Je ne pense pas que nous ayons dépassé 2 milliards de dollars américains de recettes et pourtant, nous pensons que plus de 15 milliards de dollars ou davantage ont été générés dans ce domaine. Alors, où est-ce que notre or, nos pierres précieuses et nos carats sont passés ? Il y a eu beaucoup de secret dans leur gestion et nous avons fermé les yeux*[66].

Cette cessation des activités minières a certainement eu des conséquences financières pour bon nombre de militaires directement impliqués dans la « sécurisation » et l'exploitation de la filière diamantifère. Cet événement peut donc être lu comme un sujet de crispation entre l'institution militaire et Robert Mugabe, alors de plus en plus influencé par la faction G40. Ainsi, en plus de remettre en cause leur influence politique, la faction G40 menaçait aussi les intérêts économiques de certains cadres de l'armée zimbabwéenne. Ceci ne saurait être négligé pour expliquer la confrontation entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire qui a tourné à l'avantage de ce dernier. Avec l'arrivée au pouvoir

64. Pour des précisions sur cette société voir Southern Africa Report, « Zimbabwe Security Forces », juillet 2011.

65. Le nombre de mineurs artisanaux abattus par les forces de sécurité est inconnu mais s'élèverait à plusieurs centaines selon certaines sources. Voir notamment Alternative Information & Development Centre (AIDC) « Operation Hakudzokwi – What happened in Chiadzwa? », 23 novembre 2016, disponible sur : aidc.org.za.

66. Texte original : « We have not received much from the diamond industry at all. Not much by way of earnings. I don't think we have exceeded $US2 billion or so and yet we think that well over $15 or more billion dollars have been earned in that area. So where have our gold or carats been going — the gems and there has been quite a lot of secrecy in handling them and we have been blinded ourselves. » Voir A. Azikiwe, « Zimbabwe Diamonds and the Economic Crisis in Southern Africa », *Global Research*, 8 mars 2016, disponible sur : www.globalresearch.ca.

d'Emmerson Mnangagwa, on observera au cours des mois et années à venir si les intérêts économiques favorables à l'institution militaire sont maintenus, développés ou remis en cause. Cette dernière option semble aujourd'hui improbable en raison de son potentiel de déstabilisation de l'équilibre civilo-militaire et de l'influence croissante de l'armée dans l'administration de l'État.

Une présence militaire renforcée au sein de l'administration

Engagé dans la lutte de décolonisation au sein de la ZANLA, Emmerson Mnangagwa a suivi une formation militaire, notamment en Chine dans les années 1960. En 1980, il est nommé ministre de la Sécurité nationale jusqu'en 1988 où il met sur pied un appareil sécuritaire zimbabwéen efficace et redouté, comme l'illustrent les répressions sanglantes de Gukurahundi de 1983. Il fut par la suite ministre de la Défense de 2009 à 2013.

Ces différentes expériences ont permis à Emmerson Mnangagwa de comprendre et de se familiariser avec l'institution militaire mais également de développer des réseaux très denses avec celle-ci. On pourrait parler de situation d'interdépendance entre Emmmerson Mnangagwa et l'institution militaire. Emmerson Mnangagwa doit son retour en grâce aux militaires alors que ces derniers avaient besoin d'un civil pour légitimer leurs actions. Cette forte interdépendance basée sur des intérêts réciproques conduit d'ailleurs certains observateurs à suggérer une indifférenciation. Eldred Masunugure, professeur de science politique à l'université du Zimbabwe, indique ainsi que « Mnangagwa et l'armée sont deux faces d'une même pièce. Emmerson Mnangagwa est un vétéran de guerre. Il est à la fois homme politique et militaire. Il en va de même pour Constantino Chiwenga[67] ».

Il n'est donc pas surprenant que de nombreux militaires aient été nommés à des positions politiques importantes depuis la prise de pouvoir d'Emmerson Mnangagwa. La nomination la plus notable est évidemment celle de Constantino Chiwenga en tant que vice-président du pays. Ceci témoigne autant d'une récompense en vertu de la loyauté du Commandant des forces armées que d'une preuve de son influence croissante dans les affaires de l'État. Par ailleurs, Sibusiso Moyo hérite du ministère des Affaires étrangères et du commerce international. Perence Shiri, commandant des forces armées aériennes, est nommé au poste non moins

67. Entretien réalisé avec Eldred Masunungure, Harare, décembre 2017.

stratégique de ministre de l'Agriculture et des Terres. Notons que Perence Shiri était à la tête du commandement de la 5e Brigade, l'unité militaire responsable des exactions de l'opération Gukurahundi. Enfin, Engelbert Rugeje, ancien général de l'armée zimbabwéenne, a été nommé Commissaire Politique au sein de la ZANU-PF. Une position importante car c'est lui qui s'occupera de l'organisation des campagnes et des élections au sein du parti[68].

Cette présence de militaires à des postes à hautes responsabilités politiques n'est pas totalement inédite au Zimbabwe mais elle s'est clairement renforcée depuis l'arrivée d'Emmerson Mnangagwa au sommet de l'État. Sans employer le concept de militarisation de l'État zimbabwéen, on observe que les militaires qui œuvraient auparavant en coulisses sont désormais exposés au-devant de la scène. Rappelons également que cette confusion entre le politique et le militaire est anticonstitutionnelle[69] et que les exactions commises par bon nombre d'entre eux par le passé – sans jamais avoir été jugés – suscitent bien évidemment des inquiétudes et des interrogations.

68. A. H. Noyes, « Who's Running the Show in Zimbabwe? », CSIS, janvier 2018, disponible sur : www.csis.org.

69. La section 208, déjà citée, de la Constitution zimbabwéenne indique en effet : « Ni les services de sécurité ni aucun de leurs membres ne peuvent, dans l'exercice de leurs fonctions : agir de manière partisane ; promouvoir les intérêts de tout parti politique ou de toute cause politique. »

Conclusion

Lors de son discours d'intronisation, puis lors du Forum économique de Davos, Emmerson Mnangagwa a fait passer des messages qui semblent trancher avec la rhétorique qui était celle de son prédécesseur. La posture anti-impérialiste voire anti-occidentale a laissé place à un vocabulaire en phase avec la rhétorique de la démocratie de marché. Il a ainsi assuré que le Zimbabwe était ouvert aux investissements étrangers qui seraient protégés, que les secteurs bancaire et administratif seraient réformés pour améliorer leur efficacité, que la corruption ne bénéficierait d'aucune tolérance, que des élections libres et démocratiques seraient organisées avec la présence d'observateurs internationaux et qu'il était prêt à quitter le pouvoir en cas de défaite électorale[70]. Ces déclarations ont suscité beaucoup d'espoirs parmi la communauté internationale, ravie de voir un pays autrefois mis au ban et placé sous sanctions internationales se conformer aujourd'hui au lexique du libéralisme économique et politique.

Toutefois, ces intentions devront se matérialiser concrètement pour démontrer que l'arrivée d'un nouvel homme fort au sommet de l'État correspond à une transition en termes d'orientations et de pratiques politiques et non à une simple succession. La population zimbabwéenne n'en demande pas moins pour sortir d'une situation économique et sociale délétère[71], couplée à des restrictions manifestes en matière de libertés politiques. Nous avons mis en évidence au sein de cette note que des continuités indéniables semblent se dessiner depuis la chute de Robert Mugabe. L'appareil sécuritaire, l'armée en particulier, paraît ainsi avoir préservé, voire renforcé son influence et ses intérêts.

Les élections qui devraient se tenir avant le mois d'août 2018 seront un premier indicateur des mutations en cours au Zimbabwe. Bien que peu de réformes électorales aient été menées jusqu'alors[72], un scrutin organisé dans le respect des standards démocratiques serait un signal encourageant.

---

70. « President Mnangagwa's Inauguration Speech in Full », *Chronicle*, 30 novembre 2017, disponible sur : www.chronicle.co.zw ; R. Quest et S. McKenzie, « President Mnangagwa: "Zimbabwe Is Open for Business" », *CNN*, 24 janvier 2018, disponible sur : edition.cnn.com ; P. Thornycroft, « Zimbabwe to Hold "Free and Fair" Elections before July, Mnangagwa Announces at Davos », *The Telegraph*, 24 janvier 2018, disponible sur : www.telegraph.co.uk.
71. V. Moretti, « Zimbabwe in Dubious Battle: The Unexpected Consequences of Western Sanctions », *Notes de l'Ifri*, Ifri, octobre 2017, disponible sur : www.ifri.org.
72. The Elections Resources Centre and Zimbabwe Electoral Support Network, « Towards Credible Elections in Zimbabwe – Key Asks », 20 novembre 2017.

L'image d'Emmerson Mnangagwa, l'homme qui a su faire chuter Robert Mugabe, et son discours volontariste pour réformer l'économie du pays devraient préserver la ZANU-PF d'une défaite électorale face à une opposition très divisée et encore incapable d'articuler un discours alternatif à celui du nouveau pouvoir.

Les élections de 2023 seront sans doute plus révélatrices. D'ici là, Emmerson Mnangagwa aura un bilan économique et social à défendre, de nouvelles forces politiques auront probablement émergé et pourraient prétendre à contester l'hégémonie de la ZANU-PF. Le scénario de 2008 pourrait-il à nouveau se produire ? Emmerson Mnangagwa, la ZANU-PF et l'armée seront-ils prêts à renoncer au pouvoir ? L'actuel poids de l'armée dans les rouages de l'État et du parti encourage à douter de l'acceptation d'une éventuelle défaite électorale de la ZANU-PF. Si ce scénario venait à se produire, il s'agira alors d'observer la réaction du vice-président du pays, Constantino Chiwenga, qui déclarait peu avant de lancer l'opération militaire fatale à Robert Mugabe : « Quand il s'agit de protéger notre révolution, l'armée n'hésitera pas à intervenir[73]. »

73. Texte original : « When it comes to matters of protecting our revolution, the military will not hesitate to step in. » Voir M. Dzirutwe, « Zimbabwe's Top General Ready "to Step in" to End Purge of Ousted VP Supporters », *Reuters*, 14 novembre 2017, disponible sur : af.reuters.com.

institut français
des relations
internationales